

### *Développement social*

Je suis bien conscient que nous avons tous des obligations sociales et des responsabilités, mais le ministre et ce département d'État chercheront-ils à promouvoir une identité canadienne stable, une cellule familiale solide et une collaboration permanente avec les provinces, afin que nos enfants puissent acquérir un sentiment d'appartenance et de participation à la société? Les politiques de ce département redonneront-elles aux jeunes Canadiens le sentiment patriotique et dissiperont-elles l'instabilité dans laquelle ils vivent actuellement? A titre de ministre responsable de la famille, quels programmes, quels stimulants offrira le ministre pour promouvoir la cellule familiale? Les parents apprennent à leurs enfants à être indépendants et il devrait en être de même d'un pays.

● (2150)

Quels programmes va-t-on offrir aux enfants exceptionnels? Quel encouragement va-t-on apporter aux enfants qui se rangent aux deux extrémités de la gamme des enfants exceptionnels comme à l'enfant brillant qui possède un talent naturel pour la musique ou pour autre chose et dont les parents ne peuvent lui permettre d'exploiter son talent naturel parce qu'il en coûte \$3,000 par année ou plus? Quels stimulants fiscaux seront offerts à ces parents qui se sentent lésés parce qu'ils ne peuvent offrir le même calibre d'éducation que ceux qui disposent d'un revenu plus élevé? Pourquoi la culture serait-elle réservée aux riches? Ce ministre aidera-t-il les parents dont les enfants ont besoin de cours spéciaux en raison d'un problème physique ou émotif? Quelles seront au juste les responsabilités du ministre?

Ce département élaborera-t-il finalement un programme fédéral d'action positive? Nous savons tous que certains groupes sont désavantagés et ont besoin d'aide dans certains secteurs précis de responsabilités fédérales; des représentant des femmes, des autochtones et des handicapés. Il existe des programmes d'action positive dans certains domaines mais, malheureusement, les progrès sont lents et ces programmes doivent être coordonnés. Le gouvernement fédéral aurait dû prendre depuis longtemps ses responsabilités dans ce domaine. Très peu des recommandations du groupe d'étude sur les handicapés ont été mises en application.

Le ministre fixera-t-il des normes pour éliminer les obstacles auxquels font face les handicapés en matière d'emploi, de transport, de logement et de loisirs? Notre parti est disposé à entendre les arguments et à essayer d'améliorer la politique pour l'emploi des handicapés. En toute justice, certains progrès ont été réalisés dans ce domaine grâce à des mesures comme le Programme d'aide à la création locale d'emplois et le Programme d'extension des services de main-d'œuvre du Canada, mais des emplois de courte durée pour les handicapés sont insuffisants. Ce mythe concernant l'embauche d'un handicapé existe toujours et doit être banni. Quelles mesures le ministre prendra-t-il pour conscientiser les gens dans ce domaine par l'entremise du ministère de l'Emploi? Avant la création de ce nouveau département, la Chambre doit en connaître le mandat et les objectifs, en acceptant que le gouvernement ait bien l'intention d'aider le Canadien moyen.

Nous sommes tous conscients des défis sans cesse renouvelés que doivent relever les personnes, les organismes privés et les gouvernements, et l'un des plus importants des années 80 sera la création d'emplois. Comme je l'ai déjà demandé, quelles mesures le gouvernement entend-il prendre pour créer des

emplois permanents qui répondront aux besoins d'une main-d'œuvre qui ne cesse de s'accroître? Vers la fin des années 80, presque la moitié de notre population sera sur le marché du travail. Nos jeunes ont accès à l'enseignement supérieur et ils n'ont que le chômage pour toute perspective d'avenir. Il faut régler ce problème maintenant.

Je ne prétends pas que ce problème relève entièrement du gouvernement fédéral, mais ce dernier doit intervenir pour inciter le secteur privé à créer des emplois pour les jeunes. Les gouvernements doivent assurer au secteur privé le climat nécessaire à cette fin et encourager les hommes d'affaires, les investisseurs, les employeurs, les syndicats et les gouvernements à travailler ensemble pour satisfaire à la demande de main-d'œuvre spécialisée, et à appliquer à bon escient des programmes qui répondront aux besoins de nos jeunes. Nous devons stimuler la volonté de travailler, et éviter de tomber dans le piège tendu par Bryce Mackasey en 1971 quand il nous a garanti que le programme de l'assurance-chômage ne détournerait pas les gens du travail.

Ce dont on a besoin au Canada c'est un sens de participation à la collectivité. Nous devons sensibiliser les gens aux structures sociales. Nous devons subventionner convenablement les associations bénévoles déjà établies.

Est-ce que ce sera là le ministère polyvalent qui trouvera remède à toutes les injustices sociales qui existent et que le gouvernement libéral a perpétuées parce qu'il était trop préoccupé par sa propre conservation pour s'inquiéter de la direction du pays? Quels programmes de surveillance instaurera-t-il par l'entremise du ministère de la Santé et du Bien-être social, du ministère de l'Environnement ou encore de ce nouveau ministère polyvalent afin d'assurer le contrôle des secteurs qui, quotidiennement, intéressent les Canadiens, comme par exemple la pluie acide, la contamination par le méthyle de mercure; et pourquoi pas, ce vieux cauchemar, conversion au système métrique? La liste est interminable. On trouve très peu de domaines, s'il en existe, où le gouvernement n'a aucune incidence sur la vie personnelle.

Si vous me le permettez, j'aimerais revenir pendant un instant à la jeunesse de notre pays. Est-ce que le ministre en tant que ministre de la Justice présentera des modifications à la loi actuelle sur les jeunes délinquants, aux lois sur la marijuana, sur la prostitution et, dans l'affirmative, a-t-il évalué l'incidence que ces changements auraient sur la structure familiale? Comme je l'ai déjà dit, il est bien évident que ce ministère s'occupera des familles. Quelles mesures va-t-on prendre en priorité pour promouvoir l'unité familiale et, par voie de conséquence, l'unité nationale? Le ministre est-il prêt à considérer nos problèmes sociaux dans le contexte de notre structure juridique? Est-il prêt à examiner la législation sur le divorce et la question de la peine de mort?

Le ministre devra également faire connaître ses intentions en ce qui concerne les droits de la personne. Je crois que le ministère de la Justice étudie actuellement toutes les lois fédérales qui peuvent entrer en conflit avec la loi sur les droits de la personne. Ce nouveau ministère se penchera-t-il sur la politique d'immigration qui est effectivement discriminatoire envers certains groupes? Comment compte-t-il dissiper les conflits raciaux qui existent, que cela nous plaise ou non, dans des grandes villes comme Toronto et Vancouver? J'ai remarqué au cours du week-end que dans un discours prononcé à